MARCHE PUBLIC n° 2016 / 07

LOCATION-MAINTENANCE DE MATERIEL DE REPROGRAPHIE

Cahier des clauses administratives particulières

Procédure Adaptée référencée

lancée en application de l'article 28 du Code des Marchés Publics

Personne publique contractante:

Dénomination : LYCEE GENERAL ET TECHNOLOGIQUE RIVE GAUCHE

Type d'acheteur public : Etablissement Public Local d'Enseignement

Adresse : 85 AVENUE JEAN BAYLET – 31081 TOULOUSE CEDEX

Téléphone : 05 61 43 21 21 Télécopie : 05 61 43 21 43

Courrier électronique : aude.ricour@ac-toulouse.fr

Pouvoir Adjudicateur : Mme Fabienne Decaestecker, proviseure.

**Personne responsable du suivi de l'exécution du présent marché:
Mme Aude Ricour**

Comptable assignataire des paiements : M. Jean Marc Aubry

Le présent C.C.A.P comporte 8 pages numérotées de 1 à 8

SOMMAIRE

ARTICLE 1 :	OBJET DU MARCHE
ARTICLE 2 :	PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE
ARTICLE 3 :	DUREE
ARTICLE 4:	DELAIS D'EXECUTION
ARTICLE 5 :	LIVRAISON, VERIFICATIONS ET ADMISSION DES PRESTATIONS
ARTICLE 6 :	MAINTENANCE DU MATERIEL
ARTICLE 7 :	MODIFICATIONS DU MATERIEL
ARTICLE 8 :	ASSURANCES
ARTICLE 9 :	STIPULATIONS RELATIVES A L'APPLICATION DES CONDITION GENERALES DE VENTE DU BAILLEUR
ARTICLE 10 :	OBLIGATIONS DE L'ETABLISSEMENT PRENEUR
ARTICLE 11 :	PRIX
ARTICLE 12 :	PENALITES
ARTICLE 13:	AVANCE - ACOMPTES
ARTICLE 14:	PAIEMENTS
ARTICLE 15 :	DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX
ARTICLE 16 :	RESILIATION -LITIGES

Article I : Objet du marché

Le présent marché a pour objet la location/maintenance de matériels de reprographie par le titulaire, ci-après désigné "le bailleur", à l'établissement public local d'enseignement désigné ci-après "l'établissement preneur".

La prestation comprend :

- la location proprement dite des matériels désignés aux annexes n°2 à n°7 du CCTP,
- la livraison et la mise en service dans les locaux de l'établissement désignés dans le C.C.T.P (article 4),
- la maintenance dans les conditions décrites par le marché et notamment à l'article 2 du C.C.T.P,
- l'enlèvement du matériel à l'issue du marché,
- la formation des personnels de l'établissement preneur habilités à utiliser le matériel (annexe n°8 du CCTP),
- la fourniture de la documentation technique, en langue française, relative aux appareils mis en location.

ARTICLE 2 : Pièces constitutives du marché

Le présent marché est régi par le Code des Marchés Publics et notamment, l'article 28 relatif aux Procédures Adaptées.

Les documents contractuels régissant le présent marché sont par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et, le cas échéant, l'annexe relative à la présentation d'un sous traitant, en cas de recours à un organisme financier pour la partie location,
- le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P),
- le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.), et les annexes suivantes au CCTP :
 - Annexe n°1 : « Localisations et caractéristiques techniques des matériels et volumes de copies »,
 - Annexes 2 à 7 : « Propositions en fonction des caractéristiques techniques attendues »,
 - Annexe n°8 : « Formation des personnels »,
- la documentation technique des matériels,
- le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (C.C.A.G./F.C.S) approuvé par l'arrêté du 19 janvier 2009, non remis au titulaire par l'établissement preneur, mais dont il reconnaît avoir pris connaissance.
- l'acte d'engagement et son annexe, le C.C.A.P ainsi que le C.C.T.P et ses annexes sont établis en un seul exemplaire original, conservés par l'établissement preneur et, en cas de litige, font seuls foi.

ARTICLE 3 : DUREE

3.1. Durée du marché

Le présent marché prend effet à compter de sa notification. La notification consiste en l'envoi du marché signé au bailleur par tout moyen permettant de donner date certaine. La date de notification est la date de réception du marché par le bailleur.

La location/maintenance prend effet à compter du lendemain de la date d'admission des matériels pour une durée de un an renouvelable deux fois par tacite reconduction.

ARTICLE 4: Délais d'exécution

4.1. Délai de mise à disposition des matériels

Les matériels devront être livrés, installés et mis en service avant le 15 décembre 2016.

4.2. Délai d'intervention pour les opérations de maintenance curative

Les interventions interviendront dans un délai de 4 heures, conformément à l'article 2.2 du CCTP. Ce délai est décompté à partir du jour et heure de l'appel. Il est prolongé des jours ouvrés, chômés ou fériés, éventuellement compris dans la période d'intervention.

ARTICLE 5 : LIVRAISON, VERIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS

5.1. Livraison, mise en service et admission du matériel loué

Le bailleur livre et met en service les matériels loués aux lieux désignés à l'article 4 du C.C.T.P.

Les matériels sont accompagnés d'une documentation technique rédigée en langue française.

Le représentant du pouvoir adjudicateur chargé du suivi de l'exécution du présent marché, après avoir effectué les opérations de vérification prononce l'admission, l'ajournement ou le rejet des prestations dans les conditions des articles 24 et 25 du C.C.A.G / F.C.S.

5.2. Admission des prestations de location/maintenance

La décision d'admission des prestations de location/maintenance est prononcée par le représentant du pouvoir adjudicateur chargé du suivi de l'exécution du présent marché.

En outre, à l'issue de chaque période annuelle, la décision d'admission constate le nombre total de copies effectivement réalisées durant cette période.

ARTICLE 6 : MAINTENANCE DU MATERIEL

La maintenance comprend la maintenance préventive et la maintenance curative, telles que décrites à l'article 2 et à l'annexe 2 du C.C.T.P.

ARTICLE 7 : MODIFICATIONS DU MATERIEL

Dans le cas où le bailleur envisagerait d'apporter des modifications techniques au matériel loué, il est tenu de soumettre à l'établissement preneur un dossier motivé précisant notamment :

- les caractéristiques techniques du matériel initial objet du marché,
- les caractéristiques techniques du nouveau matériel,
- une comparaison entre les deux matériels démontrant que le nouveau matériel est conforme aux spécifications techniques du C.C.T.P et est techniquement équivalent ou supérieur au matériel initial, objet du marché.

En tout état de cause,

- les prix de location et de maintenance des nouveaux matériels ne peuvent être supérieurs à ceux du marché initial,
- si la demande du bailleur recueille l'approbation de l'établissement preneur, le bailleur en est avisé par lettre recommandée avec avis de réception postal,
- dans le cas contraire et si le bailleur n'était plus en mesure d'assurer l'exécution du marché dans ces conditions initiales, le marché est résilié de plein droit aux torts du titulaire et sans que le bailleur puisse prétendre à indemnité.

ARTICLE 8 : ASSURANCES

Se reporter à l'article 9 du CCAG – FCS.

ARTICLE 9 : STIPULATIONS RELATIVES A L'APPLICATION DES CONDITIONS GENERALES DE VENTE DU BAILLEUR

Les conditions générales de vente figurant, le cas échéant, au tarif ou sur les factures du bailleur ne sont pas applicables au présent marché.

ARTICLE 10 : OBLIGATIONS DE L'ETABLISSEMENT PRENEUR

L'établissement preneur s'engage à porter ces obligations à la connaissance de tous les utilisateurs des matériels loués.

10.1. Usage du matériel

L'établissement preneur doit respecter l'usage pour lequel le matériel lui a été loué et ne peut en changer la destination.

L'établissement preneur doit ainsi respecter scrupuleusement les recommandations et conseils d'utilisation du constructeur du matériel loué, visé dans la documentation technique. Il s'interdit de procéder à toute modification technique, aussi minime soit elle.

10.2. Disponibilité du matériel

L'établissement preneur ne peut:

- déplacer le matériel loué, sans avoir obtenu l'accord écrit et préalable du bailleur,
- à titre gratuit ou onéreux, ni céder, ni sous-louer le matériel loué, ni consentir ou laisser acquérir de quelconques droits sur ce matériel.

De même il s'interdit de masquer ou de démonter les plaques d'identification apposées sur les matériels loués.

10.3. Entretien du matériel

10.3.1. Entretien courant

L'entretien courant du matériel loué s'entend du changement de ses éléments ne nécessitant pas de connaissances particulières des règles de l'art, notamment le toner; le bailleur s'étant engagé à former

à cet entretien courant deux personnes du service utilisateur de l'établissement preneur lors de la mise en service du matériel.

L'établissement preneur laisse à la charge du bailleur toutes les autres opérations d'entretien.

10.3.2. Entretien nécessitant des connaissances particulières des règles de l'art

L'établissement preneur ne peut s'opposer à ce que les opérations nécessaires et incombant au bailleur, telles que décrites à l'article 2 du C.C.T.P, soient effectuées par ce dernier.

L'établissement preneur doit exclusivement faire appel au personnel spécialisé du bailleur pour assurer la maintenance du matériel loué.

10.4 Restitution du matériel

A l'issue de la période de location, le matériel doit être restitué au bailleur dans son état d'usage. Les frais d'enlèvement sont à la charge du bailleur

L'établissement preneur doit rembourser tout matériel volé ou détruit dans ses locaux pendant la période de location, à concurrence de sa valeur résiduelle.

ARTICLE 11 : PRIX

Les prix comprennent pour chaque appareil de reprographie d'une part une redevance trimestrielle de location et d'autre part une redevance trimestrielle de maintenance.

11.1. La redevance de location, payable à terme à échoir, figure en annexes n°2 à 7 du CCTP.

11.2.- La redevance de maintenance, payable à terme échu, figure en annexes n°2 à 7 du CCTP.

Elle correspond au nombre de photocopies effectivement réalisées sur l'ensemble des appareils de reprographie à la fin de chaque trimestre.

Elle couvre notamment :

- toutes les interventions effectuées par le bailleur,
- les consommables (hors papier, supports spéciaux, agrafes),
- les frais d'enlèvement des consommables usagés et la fourniture des bordereaux de suivi des déchets.
- les pièces ou éléments de rechange,
- l'outillage,
- les frais de main d'oeuvre, y compris les indemnités de déplacement,
- tous les frais nécessaires au bon fonctionnement des matériels loués.

A l'expiration de chaque période annuelle d'exécution du marché, les deux parties établissent de façon contradictoire un relevé du nombre total de copies.

11.3. Régime des prix

Les prix figurant en annexes n°1 et 1bis du CCTP sont fermes pour toute la durée de location des matériels telle que fixée à l'article 3.2 ci-dessus.

ARTICLE 12 : PENALITES

12.1. Pénalités pour retard de livraison et mise en service des matériels loués

Lorsque les délais contractuels de livraison et de mise en service des matériels loués sont dépassés, le bailleur encourt, sans mise en demeure préalable, par jour de retard, une pénalité égale à 1/60^{ème} du coût trimestriel de location.

Le bailleur est exonéré des pénalités dont le montant ne dépasse pas 300 euros HT.

12.2. Pénalités pour indisponibilité:

Un matériel est déclaré indisponible lorsque son utilisation est rendue impossible, soit par le fonctionnement défectueux d'un élément, soit par le jeu des dispositifs de sécurité et de contrôle qui y sont inclus, et sous réserve des dispositions de l'article 2.4 du C.C.T.P.

Les temps d'indisponibilité se décomptent uniquement dans les limites de la période d'intervention définie à l'article 2.2 du C.C.T.P.

Lorsque le temps décompté d'indisponibilité d'une machine, dépasse deux jours ouvrés, le bailleur se verra appliquer, sans mise en demeure préalable, par jour entier d'indisponibilité, une pénalité égale à 1/60^{ème} du coût trimestriel de la redevance trimestrielle de location et de la redevance de maintenance.

ARTICLE 13: AVANCE - ACOMPTE

13.1 Avance

Il n'est pas versé d'avance au titulaire.

13.2 Acomptes

Il n'est pas versé d'acomptes au titulaire.

ARTICLE 14: PAIEMENTS

14.1. Modalités de paiement

Les prestations, objet du présent marché font l'objet de paiements trimestriels sur présentation de factures.

L'unité monétaire de paiement est l'Euro.

14.2. Présentation des factures

Les factures sont établies en un original et deux copies portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- les nom et adresse du bailleur,
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé dans l'acte d'engagement,
- le numéro et la date du marché,
- la prestation et la période trimestrielle concernée,
- le montant hors TVA,